Josiane Boulad-Ayoub

Professeure titulaire de philosophie, UQAM
membre de l'Académie des lettres et des sciences humaines de la Société Royale du Canada
Titulaire de la Chaire Unesco au Canada d'étude des fondements philosophiques
de la justice et de la société démocratique

(2003)

“Introduction: souveraineté et mondialisation”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l'article de :

Josiane Boulad-Ayoub,

[Professeure titulaire de philosophie, UQAM, et membre de l'Académie des lettres et des sciences humaines de la Société Royale du Canada; Titulaire de la Chaire Unesco au Canada d'étude des fondements philosophiques de la justice et de la société démocratique]

"Introduction: souveraineté et mondialisation" (2003)

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Josiane Boulad-Ayoub et Luc Bonneville, **Souverainetés en crise**, pp. 7-12. Collection: Mercure du Nord. Québec: L'Harmattan et Les Presses de l'Université Laval, 2003, 569 pp.

[Autorisation formelle accordée, le 6 janvier 2005, par Mme Boulad-Ayoub, de diffuser toutes ses publications. Un grand merci et avec toute notre reconnaissance. JMT.]

Courriel : boulad-ayoub.josiane@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 16 mai 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec.

Josiane Boulad-Ayoub,

Professeure titulaire de philosophie, UQAM,
membre de l'Académie des lettres et des sciences humaines
de la Société Royale du Canada

Titulaire de la Chaire Unesco au Canada d'étude des fondements philosophiques de la
justice et de la société démocratique

“Introduction: souveraineté et mondialisation”
(2003)

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Josiane Boulad-Ayoub et Luc Bonneville, **Souverainetés en crise**, pp. 7-12. Collection : Mercure du Nord. Québec: L'Harmattan et Les Presses de l'Université Laval, 2003, 569 pp.

Souverainetés en crise est issu de la réflexion, à plusieurs voix, commencée dès 1999 dans le cadre original d'un séminaire de recherche virtuel sur le thème de la souveraineté politique à l'heure de la mondialisation.

À plusieurs voix, disions-nous. Non seulement parce qu'il s'agit d'un recueil collectif, et dans ce cas la remarque serait banale, mais plus profondément, parce que l'examen se déroule sur plusieurs registres. D'abord, du point de vue disciplinaire: la problématique de plus en plus actuelle de la souveraineté nationale au fur et à mesure que les phénomènes liés à la mondialisation accélèrent l'érosion des pouvoirs de l'État-nation tels que nous les connaissons depuis l'époque moderne en même temps que les sentiments d'identité et d'appartenance du citoyen envers sa communauté, a tout naturellement commandée une perspective interdisciplinaire. Aussi est-ce tout un concours d'approches qui sont ici convoquées: philosophique, sociologique, juridique, politique.

Ensuite, c'est sans hésiter que nous avons donné ici une place centrale aux voix de la relève : les incisifs et décapants commentaires de doctorants, futurs philosophes ou sociologues alternent dynamiquement avec les exposés de spécialistes plus chevronnés pour relancer la discussion. Ils questionnent sans compromissions les problèmes auxquels ils seront appelés à faire face dans ce proche avenir qui est d'abord le leur, au premier chef

Nous avons logé ces dialogues, à l'enseigne symbolique du Léviathan, le nom même du forum virtuel où ces échanges se sont déroulés pendant toute l'année 2000, ouvrant le nouveau siècle. Comme le fait remarquer un des spécialistes qui nous entretient de la démocratie et des symboles de la souveraineté, en se rapportant à la célèbre gravure-frontispice du *Léviathan* :

Si le symbole de la souveraineté, liée à la naissance de l'État moderne, peut être résumé par le frontispice du *Léviathan* de Hobbes (1651), les petits hommes qui composent le corps du Léviathan, de celui qui « n'a pas des égaux sur la Terre » (Job, 41, 25), semblent aujourd'hui en train de le quitter, en gagnant leur autonomie. Ces petits hommes qui s'échappent ainsi sont le symbole des droits humains.

Nous aimons à voir de même ici un symbole à la seconde puissance : ces débats que poursuivent les jeunes étudiants-chercheurs ne composent-ils pas, à leur tour, le symbole vivant de ces petits hommes courant revendiquer, un peu partout dans le monde, les droits humains ? Têtus, inlassables, tout au long de ces cinq dialogues, ils engagent l'examen, à nouveaux frais, des droits anciens, modernes, contemporains sur lesquels s'institue précisément la nouvelle figure du citoyen, ainsi dessinée. Les dialogues s'ouvrent chacun par la mise en place de la question de départ, découpée à même la problématique par le « tuteur du dialogue », selon la belle formule platonicienne. Le débat, proprement dit, s'engage alors, creusant, développant, voire débordant les pistes frayées.

Enfin, franchissant les frontières géographiques, culturelles et sociales, ce sont les « autres » voix que nous entendons, principalement celles africaines. Sociologues et philosophes, ces voix, à portée universelle, font d'emblée résonner un ton plus grave : les problèmes auxquels est aux prises ce douloureux continent et qu'exacerbe le processus de la mondialisation. Avec courage et lucidité, six enseignants chercheurs analysent les nouvelles formes de régulation sociale dans une démocratie et des institutions en pleine mutation, que celle-ci se joue, au demeurant, en terre africaine ou nord-américaine ou européenne.

La facture générale de ce recueil retient ainsi les grandes articulations de ce séminaire virtuel de recherche que nous avons donné dans le cadre des activités de la Chaire UNESCO d'étude des fondements philosophiques de la justice et de la société démocratique, à l'Université du Québec à Montréal, en collaboration avec l'Agence Universitaire Francophone.

Mettant à contribution pour la première fois les ressources technologiques nouvelles sur le thème de la souveraineté nationale à l'heure de la mondialisation, le séminaire réunissait des chercheurs, spécialistes et étudiants, en philosophie et en sciences humaines de trois continents. Ne voulant sacrifier aucune de ses facettes, nous avons regroupé sous six modules ou chapitres, chacun des moments qui en ont rythmé la problématique.

Les cinq premiers modules sont divisés, chacun, en trois sections formant ensemble :

1) La PROBLÉMATIQUE détaille un des aspects de la problématique générale et sert de plate-forme d'envol. Elle est posée par des spécialistes, du département de philosophie de l'UQAM et/ou rattachés à la Chaire Unesco en philosophie politique et philosophie du droit.

2) Les ÉCHANGES qui se sont déroulés effectivement au sein du forum virtuel Léviathan entre les doctorants ; et, à plusieurs reprises, j'interviens moi-même brièvement, à titre de « tuteur » de la recherche. Nous avons tenu à garder la forme plus libre, plus passionnée aussi, ayant marqué ces discussions.

3) la section EN CONTREPOINT, reprend, à la fin de chacun des modules, le texte des conférences prononcées à la Chaire UNESCO, en accompagnement du séminaire virtuel, par les éminents professeurs européens invités.

Enfin le dernier module, LES VOIX DE L'AFRIQUE, est constitué entièrement des interventions que nos collègues de l'Université de Bouaké, de Ouagadougou et de Yaoundé, ou encore, pour l'une d'entre-elles, en exil politique à Montréal, ont bien voulu nous faire parvenir à propos des thèmes débattus.

La souveraineté définie, généralement, comme la capacité d'exercer le pouvoir dans un champ géographique donné et dans un domaine de compétences précis, se traduit juridiquement par une forme étatique qui en est l'incarnation la plus aboutie.

Comme nous le montrent le module 1 sur l'élaboration doctrinale du concept de souveraineté ainsi que le module II sur la souveraineté et la citoyenneté, l'État de droit moderne aussi bien que les formes modernes de la démocratie n'ont pu apparaître qu'avec la définition du concept de la souveraineté sous ses deux formes étroitement liées : la souveraineté nationale et la souveraineté populaire.

Principe d'identité nationale, la souveraineté nationale incarne l'intégrité de l'État et désigne le lieu du pouvoir politique ; en principe, elle reste, sur le plan international, au centre des normes qui régissent le droit international. La souveraineté populaire énonce un principe de dévolution du pouvoir en rupture avec la souveraineté monarchique dans le cadre de laquelle la théorie de la souveraineté avait trouvé naissance. Sous l'une ou l'autre de ces formes la souveraineté a ainsi toujours joué un rôle fondamental dans la réduction de la complexité du réel, le pouvoir souverain convertissant en quelque sorte la multitude d'actions posées par un nombre élevé d'acteurs en manifestation singulière d'une communauté politique.

Mais aujourd'hui deux forces puissantes, et jusqu'à un certain point, antinomiques, la mondialisation, doublée de son contrepoint entêté, la fragmentation sociale, marquent le développement des sociétés actuelles en même temps qu'elles accélèrent le retrait des formes classiques de la communauté politique et qu'elles remettent en cause les fonctions traditionnelles de l'État. Que deviennent alors les formes traditionnelles du contrat social ? Telle est la question que posent tour à tour les module III et IV, envisageant les problèmes que posent, à l'horizon du débat sur la

représentation et de la justice sociale, les rapports sociaux inédits en train de se nouer en suivant les avatars de l'identité démocratique.

La mondialisation dont les principales manifestations sont la globalisation des marchés et de la production, la transformation de l'espace-temps à travers l'innovation technologique et une certaine réflexivité de ces mouvements telle qu'elle se manifeste dans l'homogénéisation culturelle, induit une logique interne à chaque société qui questionne à la fois le principe de sa totalité et celui de l'articulation des éléments qui la composent. Elle est concrètement vécue comme « espace déterritorialisé » pendant que les limites territoriales perdent qualitativement de leur pertinence dans la structuration du pouvoir des États et que ceux-ci s'affaiblissent mais de manière très disparate. L'accroissement des pouvoirs vers le bas ou latéral, ou encore vers le haut (les institutions internationales), pour compenser les pertes de la souveraineté nationale, témoignent à leur façon que les tensions entre discours de la mondialisation et discours de la souveraineté nationale, si elles viennent, d'un côté, miner cette conciliation de la nécessité et de la liberté qui avait été le gage, aux yeux des philosophes, du devenir effectif et efficace de l'histoire depuis l'instauration de l'État de droit, participent, de l'autre, à la transformation de la régulation politique des sociétés.

D'une part, la communauté politique et l'État-nation sont questionnés comme principe de totalité sociale. De l'autre, la société a tendance à se fragmenter en fonction des divers éléments qui la composent, sous la montée, notamment, des revendications particularistes qui transforment les divers ordres culturels en espaces de droits. La pérennité et la souveraineté de l'État-nation comme principes centraux de la régulation politique sont alors forcées de se redéfinir dans le contexte de l'émergence d'un espace-monde dominé par le primat du marché et une régulation techno-organisationnelle comme celle qui se développe dans les organisations internationales. De même, un ensemble de dimensions de la régulation politique sont systématiquement interrogées. Les formes mêmes de la communauté politique conçue dans la modernité en tant que nation et de la démocratie conçue comme expression d'une volonté générale se matérialisant dans les institutions du régime politique sont ainsi interpellées par les forces de la mondialisation.

Sans doute parce qu'elles constituent l'espace politique formel de médiation entre le particulier et l'universel, les institutions représentatives ont été plus spécifiquement ébranlées par ces nouvelles réalités. Les revendications particularistes, difficilement intégrées par les partis politiques traditionnels, remettent en question la capacité des Parlements ou des Assemblées nationales à être le lieu institutionnel de la représentation et de la médiation politique des différents intérêts et opinions existant dans la société civile. Plus profondément, ces revendications ont suscité un débat sur la conception classique de la représentation, du lien représentant/représenté, et sur les

moyens institutionnels de sa réalisation (mode de scrutin, interdiction des mandats impératifs et du rappel des députés, etc.). Elles ont aussi eu pour effet de provoquer une réflexion sur la délibération comme procédure de légitimation des décisions collectives, dans la mesure où l'on ne pouvait plus se représenter les débats parlementaires, à l'instar d'un Sieyès, comme une lutte d'opinions (et non d'intérêts) assurant la justesse des lois.

Devant la croissance des incertitudes concernant la monnaie, les phénomènes macro-économiques, la technologie, l'environnement, la santé et les problèmes démographiques et face à la complexification des acteurs de la scène internationale et à l'expansion de l'économie mondiale et de l'État administratif moderne, faut-il, se demandent les auteurs du module V, traitant de nationalisme, de cosmopolitisme et de globalisation, défendre l'idée que seuls les droits nationaux (et pas seulement jurisprudentiels) et les droits internationaux permettront des régulations politiques efficaces ? Et l'institutionnalisation progressive d'une communauté d'experts aptes à interpréter l'information nécessaire à la prise de décision, finira-t-elle par jouer la plus grande part dans les mutations de la souveraineté politique, du moins dans cette nouvelle inflexion que lui donne, à l'heure de la mondialisation, le début du XXI^e siècle ?

Le texte final de l'avant-dernier module, *Le mondial contre l'universel et le cas des États africains*, en même temps qu'il dresse une vigoureuse synthèse des problèmes débattus, introduit au module sur lequel se ferme l'ouvrage, le sixième qui donne la parole aux « Voix de l'Afrique ». Et le regard sur les « souverainetés en crise » à l'heure de la mondialisation élargissant son horizon, gagne à sa mesure toute une autre ampleur.

Il faut remercier tous les intervenants qui ont tissé cet ouvrage, et tout particulièrement, Luc Bonneville qui, ayant eu l'idée, le premier, de cette publication, a entrepris d'en recroiser patiemment les fils dispersés. C'est à lui qu'on doit la coordination générale du présent recueil, l'ingrate poursuite des textes et des auteurs, la retranscription des échanges du forum virtuel, les sous-titres qu'il a donnés aux diverses interventions de ses pairs, le réordonnancement des questions. Son travail d'édition, son dévouement, sa rigueur ont été exemplaires. Aussi aurait-il pu signer, de plein droit, tout seul, la direction de cet ouvrage dont je ne fus que le metteur en oeuvre, relevant le défi. Et surtout le metteur en scène du séminaire virtuel de recherche qui lui a donné naissance.

L'illustration de couverture est due au talent et à l'imagination d'Éliana Herrera, une des jeunes chercheurs, qui a participé au séminaire. Signalons, car le recueil n'en retient pas la trace, qu'Éliana, a traduit, en espagnol, à l'usage de ses condisciples d'Amérique latine, les textes des « problématiques » et versé, sur le site du séminaire,

cette utile version mise ainsi à leur disposition. Elle a également établi la bibliographie générale que l'on trouvera à la fin du volume et qui fait part égale aux auteurs classiques sur la souveraineté politique, et aux études contemporaines, cités par les différents auteurs et les intervenants.

Ce recueil, si riche et si divers dans sa multiplicité, si vivant aussi, trouve sa cohérence, dans la problématique générale qui fonde son unité et dont les différents modules ne font qu'examiner les facettes complexes. Il relance, aussi, à sa manière différente, le débat social actuel, et, je crois, il réussit à le renouveler, sous sa forme originale, certes, mais surtout dans ses enjeux pressants, politiques et culturels.

Loin de s'épuiser, la discussion ne cesse d'ouvrir à de nouvelles questions, à de nouvelles dimensions. Souhaitons alors que la formule inédite de ce livre en suscite d'autres, encore plus vifs, encore plus serrés. Le forum Léviathan, après tout, est toujours actif sur la scène virtuelle. Il suffit de s'y inscrire (leviathan@uqam.ca).

Allons-y ! La lutte continue, le dialogue aussi !

JOSIANE BOULAD-AYOUB

Titulaire de la Chaire Unesco au Canada d'étude des fondements philosophiques de la justice et de la société démocratique